

Print ISSN: 2617-4766

E-ISSN: 2617-4774

Đamá Nínau

REVUE INTERDISCIPLINAIRE
LETTRES, ARTS ET SCIENCES HUMAINES



Revue trimestrielle - N° 21, MARS 2026

REVUE TRIMESTRIELLE - N° 21 Đamá Nínau | REVUE INTERDISCIPLINAIRE LETTRES, ARTS ET SCIENCES HUMAINES

Mise en page et Impression
IMPRIMERIE ST LOUIS

53, Rue N'ZARA Doulassamé Face Première Eglise Baptiste du TOGO
BP: 61536 / Tel Bureau: (228) 22 22 10 45 / Mobile : (228) 90 12 37 30
E-mail: imprimerie.stlouis@yahoo.fr



Scientific Journal Impact Factor

CERTIFICATE OF INDEXING (SJIF 2026)

This certificate is awarded to

Dama Ninao
(ISSN: 2617-4774 (E) / 2617-4766 (P))

The Journal has been positively evaluated in the SJIF Journals Master List evaluation process
SJIF 2026 = 7.918

SJIF (A division of InnoSpace)



SJIFactor Project

SJIFactor - Scientific Journal Impact Factor
E-mail : evaluation@sjifactor.com
Website : <http://sjifactor.com/>

SJIF 2026 = 7.918 (Scientific Journal Impact Factor Value for 2026).

SJIF Impact Factor Evaluation [SJIF 2026 = 7.918]

"Dama Ninao" est une revue scientifique interdisciplinaire qui accepte et publie tous les articles relevant des Lettres, Arts et Sciences Humaines. A cet effet, elle s'intéresse aux études et théories littéraires, linguistiques, sociologiques, philosophiques, anthropologiques et historico-géographiques. La Revue "Dama Ninao", entendu "L'Entente" en langue kabyè du Nord Togo, est créée dans l'intention de matérialiser la mondialisation ou la globalisation qui s'opère avec l'esprit d'équipe et d'échanges et la désuétude du monde autarcique. Le monde scientifique universitaire ne peut échapper à cet esprit d'équipe qui fonde un creuset où « le fer aiguise le fer », les échanges se croisent, puis s'entremêlent pour aboutir à une reconstruction des connaissances scientifiques individuelles dans la collectivité.

La Revue Dama Ninao nous renvoie à la Civilisation de l'Universel du poète sénégalais Léopold Sédar Senghor, qui prône la porosité des âmes avec l'acceptation de l'autre, de ce qu'il dispose d'utile pour mon avancement : sa civilisation, sa culture, sa langue ... Elle se fonde notamment sur la philosophie de Paul Ricœur qui préconise la perception de Soi-même comme un autre. Considérer soi-même comme un autre aux yeux de l'autre, nous amènerait à faire taire nos distensions et ressentiments afin de redimensionner notre espace, reconstruire notre histoire et notre société.

La Revue Dama Ninao s'est inspirée de la nature. Des insectes en miniature nous produisent de bels chefs-d'œuvre architecturaux, conjuguent leur génie créateur et leur force dans la patience et dans la tolérance. Ils créent des œuvres monumentales qui dépassent l'entendement humain, les termitières. A cet effet, la nature semble nous parler, nous guider, nous instruire dans le silence. Seules ces créations nous interpellent sans autant faire de nous des disciples. Comme la termitière qui, pour la plupart du temps, est une composante de maillons surgissant de la même matière, la Revue Dama Ninao se veut une termitière scientifique dont les enseignants-chercheurs en sont les maillons.

Au confluent de diverses sciences, la Revue Dama Ninao se propose de promouvoir la recherche scientifique et universitaire en impulsant le dialogue interdisciplinaire, le dialogue entre divers champs disciplinaires et divers contributeurs du monde universitaire.

Professeur Koutchoukalo TCHASSIM

Université de Lomé

ADMINISTRATION DE LA REVUE

Directeur de publication et rédacteur en chef :

Professeur TCHASSIM Koutchoukalo, Université de Lomé

Directeur de rédaction :

Professeur Arthur MUKENGUE, Université de Rhodes (Afrique du sud)

Comité Scientifique

Professeur Yaovi AKAKPO, Université de Lomé (Togo), Professeur Kodjona KADANGA, Université de Lomé (Togo), Professeur Xavier GARNIER, Université Paris 3 (France), Professeur Norbert VIGNONDE, Université de Bordeaux (France), Professeur Adama COULIBALY, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire), Professeur Okri Pascal TOSSOU, Université d'Abomey-Calavi (Bénin), Professeur Mamadou KANDJI, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal), Professeur Komla Messan NUBUKPO, Université de Lomé (Togo), Professeur Amadou LY, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal), Professeur Kazaro TASSOU, Université de Lomé (Togo), Professeur Dotsè YIGBE, Université de Lomé (Togo), Professeur Kodjo AFAGLA, Université de Lomé (Togo), Professeur Alain-Joseph SISSAO, Institut des Sciences des Sociétés (Burkina Faso), Professeur Komla Essowè ESSIZEWA, Université de Lomé (Togo), Professeur Gneba KOKORA, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire), Professeur Louis OBOU, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire), Professeur Ataféi PEWISSI, Université de Lomé (Togo), Professeur Vicente Enrique Montes Nogales, Universidad de Oviedo (Espagne), Professeur Mamadou FAYE, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal), Professeur Akila AHOULI, Université de Lomé.

Comité de lecture

Professeur Koutchoukalo TCHASSIM, Université de Lomé, Professeur Gbati NAPO, Université de Lomé, Professeur Didier AMELA, Université de Lomé, Professeur Komi KOUVON, Université de Lomé, Dr Komi BEGEDOU, Université de Lomé, Dr Koffi Dodzi NOUVLO, Dr Kpatimbi TYR, Université de Lomé, Dr Madis KROUMA, Université de Lomé, Professeur Arthur MUKENGE, Université de Rhodes (Afrique du Sud), Professeur Xolali MOUMOUNI-AGBOKE, Université de Lomé, Dr Anoumou AMEKUDJI (MC), Université de Lomé, Professeur Raphaël YEBOU, Université d'Abomey-Calavi (Bénin), Professeur Essodina Kokou PERE-KEZIMA, Université de Lomé, Professeur Follygan HETCHELI, Université de Lomé, Dr Ernest BASSANE (MC), Université Norbert Zongo de Koudougou (Burkina Faso), Professeur Komi Xolali AVEGNON, Ecole Normale Supérieur d'Atakpamé, Dr Ulrich-Ariel YEKE, Université Omar Bongo (Gabon), Dr Kokou AWOKOU (MC), Université de Lomé, Dr Gnabana PIDABI (MC), Ecole Normale Supérieur d'Atakpamé (Togo), Dr Bilakani TONYEME (MC), Dr Banabia LONGA, Université de Lomé, Dr Bantchin NAPAKOU (MC), Université de Lomé, Candide Achille Ayayi KOUAWO (MC) Université de Lomé, Dr Kossi Wonouvo GNAGNON, Université de Lomé, Dr Lodegaena Bassantea KPASSAGOU, Université de Lomé, Dr Weinpanga A. ANDOU (MC), Université de Lomé, Dr Napo GNANE (MC), Université de Lomé, Professeur Cal Komla AVONO, Université de Lomé, Dr Mohsen ZAMANI, Université de Tehran (Iran).

Revue Dama Ninao Print-ISSN 2617-4766 E-ISSN 2617-4774

E-mail : revuedamaninao@gmail.com; infos@revuedamaninao.net

Revue Dama Ninao

Comité de rédaction

Professeur Koutchoukalo TCHASSIM, Dr Wonouvo GNAGNON, Dr DOUHADJI Kossi, Dr Mohsen ZAMANI, Université de Tehran.

Secrétariat : HOGNON Komi Mosé

Contact : revuedamaninao@gmail.com

Site Internet de la Revue Dama Ninao : <https://revuedamaninao.net/>

LIGNE EDITORIALE DE LA REVUE DAMA NINAO

Dama Ninao est une revue scientifique internationale. Dans cette perspective, les textes que nous acceptons en français ou anglais sont sélectionnés par le comité scientifique et de lecture en raison de leur originalité, des intérêts qu'ils présentent aux plans africain et international et de leur rigueur scientifique. Les articles que notre revue publie doivent respecter les normes éditoriales suivantes :

La taille des articles

Volume : 10 à 15 pages ; interligne 1.5, police 12 pour le corps du texte et les courtes citations ; police 11 pour les longues citations, Times New Roman, les références des citations doivent être incorporées dans le texte. Exemple : Guy Rocher (1968, p. 29), pas de référence en foot-notes à l'exception de quelques commentaires.

Ordre logique du texte

- Un **TITRE** en caractère d'imprimerie et en gras. Le titre ne doit pas être trop long ;
- **Nom et prénom(s)** du contributeur ou des contributeurs, **nom de l'institution** d'appartenance, **adresse mail**
- Un **Résumé (Abstract)** de 8 lignes en français et anglais, en interligne simple, suivi de 6 **Mots clés (Key words)**
- Une **Introduction** : elle doit avoir une problématique, une méthode et une structure.
- Un **Développement** : les articulations du développement du texte doivent-être titrées comme suit :
 - 1-Pour le **Titre** de la première section
 - 1-1-Pour le **Titre** de la première sous-section
 - 1-2- Pour le **Titre** de la deuxième sous-section
 - 2- Pour le **Titre** de la deuxième section
 - 2-1-Pour le **Titre** de la première sous-section
 - 2-2- Pour le **Titre** de la deuxième sous-section
 - 3- Pour le **Titre** de la troisième section (si l'auteur de l'article le souhaite)

-Une **Conclusion** : elle doit être courte, précise et concise en mettant en relief l'authenticité des résultats de la recherche.

- **Références bibliographiques** (Mentionner uniquement les auteurs cités)

Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : NOM et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, Zone titre, Lieu de publication, Zone Editeur. Exemples :

- AMIN Samir, 1996, *Les défis de la mondialisation*, Paris, L'Harmattan.

- BERGER Gaston, 1967, *L'homme moderne et son éducation*, Paris, PUF.

- DIAGNE Souleymane Bachir, 2003, « Islam et philosophie. Leçons d'une rencontre », *Diogène*, 202, p. 145-151. (Pour les articles).

Typographie française

- La Revue Dama Ninao s'interdit tout soulignement et toute mise de quelque caractère que ce soit en gras.

- Les auteurs doivent respecter la typographie française concernant la ponctuation, l'écriture des noms, les abréviations...

Tableaux, schémas et illustrations

En cas d'utilisation des tableaux, ceux-ci doivent être numérotés en chiffre romains selon l'ordre de leur apparition dans le texte. Ils doivent comporter un titre précis et une source. Les schémas et illustrations doivent être numérotés en chiffres arabes selon l'ordre de leur apparition dans le texte.

Soumission des manuscrits

Tous les manuscrits doivent être soumis uniquement par voie électronique à l'adresse suivante : revuedamaninao@gmail.com/infos@revuedamaninao.net. Tous les échanges entre le secrétariat de la revue et l'auteur se feront uniquement par internet, il importe donc de fournir un mail actif que l'auteur consulte très régulièrement et d'envoyer toutes les informations relatives au processus de publication des articles uniquement par mail. Les frais d'instruction de l'article sont de **20000f** payables immédiatement au moment de l'envoi de l'article. À l'issue de l'instruction, si l'article est retenu, l'auteur paie les frais d'insertion qui s'élèvent à **30.000f**. Les frais d'instruction et d'insertion s'élèvent donc à **50.000f** payables par transfert, frais de

transfert y compris. Le paiement des frais d'insertion donne droit à un tiré à part. Si un auteur achète un exemplaire, les frais d'envoi sont à sa charge. Les frais de gravure des clichés, des schémas et l'expédition des tirés à part (pour ceux qui voudraient les avoir par la poste) sont à la charge des auteurs. La Revue Dama Ninao paraît trimestriellement. Toute soumission doit parvenir au secrétariat de la rédaction un mois voire deux semaines (délai de rigueur) avant la publication du numéro dans lequel l'article pourra être inséré. Pour toute information, envoyez un mail à : revuedamaninao@gmail.com/infos@revuedamaninao.net ou visitez le site de la revue : www.revuedamaninao.net.

Evaluation par les pairs

Les instructeurs à qui la revue affecte les articles de leur spécialité, doivent les lire avec rigueur, rejeter tout article dont le contenu est en inadéquation avec le titre et/ou dont le raisonnement n'offre pas une qualité scientifique, faire des propositions pour l'amélioration dudit article, renvoyer l'auteur de l'article à la ligne éditoriale de la revue au cas où elle n'est pas respectée. Ils se doivent notamment de vérifier, par le biais d'internet, si le même article n'est pas déjà publié dans une revue en ligne.

Objectifs et portée

La revue Dama Ninao, de par son nom qui signifie « entente », a pour objectifs :

- de matérialiser le monde universitaire qui est un creuset où « le fer aiguise le fer », les échanges se croisent, puis s'entremêlent pour aboutir à une reconstruction des connaissances scientifiques individuelles dans la collectivité ;
- de promouvoir la recherche scientifique et universitaire en impulsant le dialogue interdisciplinaire, le dialogue entre divers champs disciplinaires et divers contributeurs du monde universitaire.

La revue Dama Ninao a une portée scientifique et sociale. A cet effet, elle publie tous les articles relevant des Lettres, Arts et Sciences Humaines et s'intéresse aux études et théories littéraires, linguistiques, sociologiques, philosophiques, anthropologiques et historico-géographiques sur appel à contribution thématique (colloque) ou varia. Elle est un espace de rencontre, de construction et de reconstruction des réseaux relationnels et scientifiques.

Professeur Koutchoukalo TCHASSIM

Université de Lomé

SOMMAIRE

1. **DE LA SANCTION A L'ACCOMPAGNEMENT : UNE NOUVELLE ERE POUR L'EVALUATION AU TCHAD. ----- 12**
ABDELKERIM BREME IDEKHIM, Université Roi Fayçal (Tchad)
2. **SOUMISSION DE MICHEL HOUELLEBECQ : UNE ÉCRITURE CATÉGORIELLE ----- 33**
AMANI Dieudonné Désiré, Université Alassane Ouattara(Côte d'Ivoire)
3. **CONSOMMATION DE SUBSTANCES PSYCHOACTIVES EN MILIEU UNIVERSITAIRE A PARTIR DE L'EXEMPLE DE CINQ FACULTES A BAMAKO----- 48**
Dr COULIBALY Abdourahamane, Université des Sciences, des Techniques et des Technologies de Bamako (Mali)
Dr DIALLO Issa, Institut National de Formation des Travailleurs Sociaux, Bamako (Mali)
4. **GESTION DES EAUX USEES ISSUES DES TOILETTES ET DEGRADATION DU CADRE DE VIE URBAIN A NIAKARA EN CÔTE D'IVOIRE ----- 66**
GNANKOUEEN Anicet Renaud, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
NAHOUA Yéo Sitiombebin Didier, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
5. **LA PROBLEMATIQUE DE LA PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE DANS LA POLITIQUE SANITAIRE COLONIALE AU DAHOMEY (1924-1960) ----- 84**
GNIDEHOUE Arnaud Achille Gbènassou, Université d'Abomey-Calavi (Bénin)
6. **STRATEGIE ENONCIATIVE AU SERVICE DE L'EXPRESSION DE LA SOUVERAINETE DANS LE DISCOURS DE BASSOLMA BAZIÉ A LA 78^E SESSION DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES ----- 108**
DAILA Babou, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina-Faso)
7. **L'ETHIQUE DE L'INJURE DANS LA SOCIETE FANG DU GABON. UNE APPROCHE ANTHROPOLOGIQUE ET PHILOSOPHIQUE ----- 120**
Dr BEH NDONG Flavien, Institut de Recherche des Sciences Humaines(Gabon).

8. **RÉCIDIVE DES MINEURS AYANT CONNU LA PRIVATION DE LIBERTÉ AU CENTRE D'ACCÈS AU DROIT ET À LA JUSTICE POUR ENFANTS AU TOGO**----- 134
AGLOH Aba Egnonam, Université de Lomé (Togo)
Pr PARI Paboussoum, Université de Lomé (Togo)
9. **L'IMPLICATION DES LEADERS MUSULMANS DANS LA VIE SOCIOPOLITIQUE AU MALI (1992-2020)**----- 150
Dr DEMBELE Adama, Direction nationale d'aménagement du territoire (Burkina-Faso)
Pr DICKO Bréma Ely, Université Yambo Ouologuem de Bamako
10. **LA DÉIXIS DANS *UNE SI LONGUE LETTRE* DE MARIAMA BÂ : ENTRE CLASSIFICATION ET INTERPRÉTATION** ----- 168
COULIBALY Aminata Lidwine, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)
11. **LE PATRONYME COMME MARQUEUR DU SOUTIEN PARTISAN EN LIGNE EN CÔTE D'IVOIRE : UNE ANALYSE DE LA SYMBOLIQUE ET DE LA POLARISATION SUR FACEBOOK** ----- 189
COULIBALY Sirabana, Université Peleforo GON COULIBALY (Côte d'Ivoire)
12. **FEMMES ET POUVOIR DANS *DU SANG POUR UN TRÔNE* DE CHEIK ALIOU NDAO** ----- 208
COULIBALY Aicha Sitiho, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)
13. **SAVOIRS ENDOGENES AFRICAINS ET DECOLONISATION DE L'ETHIQUE ENVIRONNEMENTALE** ----- 224
DOUMADINGAR Frédéric, École Normale Supérieur de N'Djamena (Tchad)
VAIDJIKE Dieudonné, Université de N'Djamena (Tchad)
14. **LE DROIT A L'INTEGRITE PHYSIQUE DES EPOUX MAJEURS : ENTRE DEVOIR CONJUGAL ET AUTONOMIE PERSONNELLE EN DROITS CIVILS NIGERIEEN ET FRANÇAIS** ----- 243
HAROUNA Zakari Ibrahim, Université de Tahoua (Niger)

- 15. GESTION DES EAUX USÉES, PLUVIALES ET DES DÉCHETS DANS LA VILLE DE KOLDA (SENEGAL) ----- 263**
SECK Henri Marcel, Université Ziguinchor (Sénégal)
DIALLO Ibrahima UASZ, Université Ziguinchor (Sénégal)
FAYE Bonoua, Northeast Agricultural University (Chine)
KOUYATE Mohamadou Moctar Kébé, Université Ziguinchor (Sénégal)
LES NAUFRAGÉS DE L'INTELLIGENCE DE JEAN-MARIE ADIAFFI : ENTRE ANCRAGE IDENTITAIRE IVOIRIEN ET IMAGINAIRE PANAFRICANISTE ----- 282
KOUYATÉ Ibrahim, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
BLÉ Kain Arsène, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
- 16. LES FONDEMENTS ÉTHIQUES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS L'ŒUVRE DE GILBERT HOTTOIS ----- 299**
KOUAME Innocent Kouakou, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
- 17. SCIENCE CITOYENNE ET LANGUES LOCALES : IMPLIQUER LES COMMUNAUTÉS DANS LA RECHERCHE DURABLE EN CÔTE D'IVOIRE ----- 316**
DAGNOGO Kadohofanan Fatoumata, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
- 18. LA RESTITUTION DES BIENS CULTURELS : VERS QUEL AVENIR POUR LES BIENS CULTURELS UNE FOIS RENDUS ? CAS DES OBJETS BATABWA ----- 333**
KASEBA Hervé Katolo, Uclouvain-Saint-Louis Bruxelles (Belgique)
Université de Lubumbashi (Congo)
- 19. CRISES SOCIOPOLITIQUES ET BONNE GOUVERNANCE EN AFRIQUE FRANCOPHONE ----- 356**
KPODJAHON Kodjovi Jean Marcellin, Université de Lomé (Togo)
AMEZUNYE Kodjo Mensavi, Université de Lomé (Togo)

20. **LE TRANSHUMANISME DANS LA POSTMODERNITE : ENTRE DEFIS ET ENJEUX**----- 371
KOFFI Konan David, Université Peleforo GON COULIBALY (Côte d’Ivoire)
KOUADIO Konan Sylvain, Université Peleforo GON COULIBALY (Côte d’Ivoire)
21. **NUMÉRIQUE ÉDUCATIF DANS LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES DE LA VILLE DE YAMOOUSSOUKRO : SITUATION DE MISE EN ŒUVRE ET ENJEUX PÉDAGOGIQUES**----- 390
KOFFI Yao Julien, Université Alassane Ouattara (Côte d’Ivoire)
22. **TOURISME ET DANSES TRADITIONNELLES DANS LE DÉPARTEMENT DE M’BAHIAKRO (Centre de la Côte d’Ivoire) : ENTRE NÉCESSITÉ DE VALORISATION ET POSITIONNEMENT D’UN PRODUIT D’APPEL TOURISTIQUE** ----- 409
KOUADIO Ekani Frejus, Université Alassane Ouattara (Côte d’Ivoire)
N’GORAN Kouame Fulgence, Université Alassane Ouattara (Côte d’Ivoire)
DJAH Josué Armand, Université Alassane Ouattara (Côte d’Ivoire)
23. **ÖKOKRISEN, IDENTITÄTSWANDEL UND GESELLSCHAFTLICHE ZUKUNFTSENTWÜRFE, AM BEISPIEL VON CHRISTA WOLFS ERZÄHLUNG KASSANDRA** ----- 430
HARAKAWA Massimlawè, Université de Kara (Togo)
DOUTI Boaméman, Université de Lomé (Togo)
24. **PÊCHE ARTISANALE LACUSTRE ET ACTIVITÉS SOCIO-ÉCONOMIQUES DES FEMMES D’AYAMÉ DANS LE SUD-EST DE LA CÔTE D’IVOIRE**----- 445
KOUASSI Kouassi Eric, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d’Ivoire)
KOUAMAN Koffi Mouroufié, École Normale Supérieure-Abidjan (Côte d’Ivoire)
ALADJI Soualiho, Université Polytechnique de San Pedro (Côte d’Ivoire)
25. **BEYOND THE CLASSICAL VIEW OF METAPHOR IN *THEIR EYES WERE WATCHING GOD* BY ZORA NEALE HURSTON: A COGNITIVELY CONSTRUCTED APPROACH** ----- 462
KOUASSI Kouamé Firmin, Université Alassane Ouattara (Côte d’Ivoire)

- 26. L'EUTHANASIE ET SON APPLICATION EN AFRIQUE : VERS UN
CONFLIT DES VALEURS ? ----- 481**
GOLI Kouassi Yves Romaric, Université Peleforo GON COULIBALY (Côte
d'Ivoire)
- 27. DÉSIR DE GROSSESSE ET VÉCU DE LA MALFORMATION
CONGÉNITALE DU BÉBÉ CHEZ LA PRIMIPARE ÂGÉE À YAOUNDÉ 494**
KWENDAHOUA NSANGO Dényse, Université de Maroua (Cameroun)
- 28. GOUVERNANCE MULTI-ACTEURS ET MECANISME DE GESTION DE
L'ASSAINISSEMENT URBAIN DANS LA COMMUNE DE MOUNDOU AU
TCHAD ----- 510**
DOUMDE Marambaye, Université de Doba,
SOLMEM Diane, Université de Maroua (Cameroun)
- 29. EFFECTIVENESS OF DIRECT WRITTEN CORRECTIVE FEEDBACK IN
REDUCING GRAMMAR ERRORS IN EFL LEARNERS' ESSAYS ----- 530**
TRAORE Lobou Fulgence Ismaël, Université Joseph KI-ZERBO
MILLOGO Gérard, Université Lédéa Bernard OUEDRAOGO
- 30. ARTS DU SPECTACLE ET REDYNAMISATION DES MUSÉES EN CÔTE
D'IVOIRE : EXEMPLE DU MUSÉE DES CIVILISATIONS ----- 549**
Dr MABA Tagbo Victor, (INSAAC)-Côte d'Ivoire
Dr MEMEL Yooul Silvie, (INSAAC)-Côte d'Ivoire
- 31. LA BONNE GOUVERNANCE EN CÔTE D'IVOIRE : ENTRE RÉFORMES
INSTITUTIONNELLES, DÉFIS POLITIQUES ET IMPACTS SOCIO-
ÉCONOMIQUES (1990-2020)----- 567**
MAH Gli Modeste Franck, Université Alassane Ouattara-Bouaké (Côte
d'Ivoire)
AHORO Moro Jean Martial, Université Alassane Ouattara-Bouaké (Côte
d'Ivoire)
- 32. MÉDIATION ET CIRCULATION DE LA PRESSE CHRÉTIENNE À
LIBREVILLE----- 584**
MEBIAME ZOMO Maixant, Université Omar Bongo

33. LE MYTHE FONDATEUR DES RELATIONS A PLAISANTERIE
CIRAŊBA-LOBI----- 603
Pr SISSAO Alain Joseph, Institut des Sciences des Sociétés (INSS/CNRST),
Burkina Faso
Dr SOULAMA Mandjin Adama, Université Joseph-KI ZERBO (Burkina Faso)
34. BESTIAIRE, AFFECTS ET ECRITURE DANS LES FICTIONS
LITTERAIRES D'ALAIN ROBBE-GRILLET ----- 628
AGUIE Marc, Université Alassane OUATTARA
COYAULT Sylviane, Université Clermont-Auvergne
35. PHONOLOGIE LEXICALE DU NANGJERE ----- 641
MBAIORNOM Kali, Université de Yaoundé I (Cameroun)
36. SOUCCÔT ET FÊTE DES IGNAME : QUAND LES RÉCOLTES
DEVIENNENT MÉMOIRE ET IDENTITÉ COLLECTIVE ----- 654
ANZIAN Mlan Kouakou Pierre, Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest,
Abidjan (Côte d'Ivoire)
37. DESCRIPTION CONDENSEE ET PRECISION DU SOCIAL DANS LE
ROMAN GABONAIS----- 673
MOUNZIEGOU-MOMBO Narcice Wolfgan, Université Omar Bongo (Gabon)
38. LE DROIT DES GENS RAWLSIEN ET LA QUESTION DE LA
SOUVERAINETÉ DES PEUPLES----- 692
OUEDRAOGO Hamado, Université Joseph Ki-ZERBO (Burkina-Faso)
39. LA RATIONALITÉ DU PATHOLOGIQUE CHEZ CLAUDE BERNARD - 709
KONAN Pascal Koffi, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
40. PRATIQUES ANCESTRALES ET CONFLITS FAMILIAUX : UNE
ANALYSE D'UNE VIE HYPOTHEQUÉE D'ANNE-MARIE ADIAFFI ET
FUREURS ET CRIS DE FEMMES D'ANGÈLE RAWIRI----- 728
SAMSIA Paul, Université de Maroua (Cameroun)
41. NIVEAU DE STRESS SCOLAIRE ET RESULTATS DES CANDIDATS A
L'EXAMEN DU BACCALAUREAT DANS LA VILLE DE MARADI (NIGER)
----- 742
SOUMANA Aboubacar, Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)

42. **POUR UNE SÉMANTIQUE DU COMPLÉMENT DÉTERMINATIF DANS
LA CARTE D'IDENTITÉ DE JEAN-MARIE ADIAFFI**----- 761
NATAMA Tilado Jérôme, Université Joseph Ki-Zerbo (Burkina Faso)
43. **TRAITEMENT STYLISTIQUE DU DISCOURS POLITIQUE EN COTE
D'IVOIRE : CAS DES MARQUES ENONCIATIVES ET DES
CONSTRUCTIONS FIGURALES DANS QUELQUES DISCOURS
D'ALASSANE OUATTARA, DE LAURENT GBAGBO ET DE HENRI
KONAN BEDIE.** ----- 776
TRAORÉ Mamadou, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
AKPANGNI Ernest, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
44. **THE CONTRIBUTION OF THE BLACK CHURCH IN THE RISE OF
BLACK MOVEMENTS IN THE UNITED STATES.**----- 796
KABORE Wenoanga, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)
45. **APPROCHE LITTÉRAIRE DU DISCOURS DU SUKU, LANGUE SECRÈTE
DES MASQUES DE ZEGUEDEGUIN (PROVINCE DU NAMENTENGA,
BURKINA FASO)** ----- 810
SISSAO Alain Joseph, INSS / CNRST (Burkina(Faso))
YAMEOGO Saydou, Université Joseph Ki- Zerbo (Burkina Faso)
46. **ESTHÉTIQUE DES TITRES DE NOUVELLES CHEZ FLORENT COUAO-
ZOTTI ET DATE ATAVITO BARNABE-AKAYI** ----- 828
YEBOU Raphaël, Université d'Abomey-Calavi (Bénin)
DETONGNON Mètondjangninou Nicodème, Université d'Abomey-Calavi
(Bénin)
47. **LA CITE HISTORIQUE DE TOMBOUCTOU : UN ESPACE DE
CONVOITISE ET DE DIVERSITE CULTURELLE DU VIII^E-XVIII^E
SIECLES** ----- 848
IBRAHIM Ahmed, Ecole Normale Supérieure (Mali)
CISSE Djibrilla, Ecole Normale Supérieure (Mali)
48. **LES RELATIONS AMOUREUSES ET LA SEXUALITE CHEZ LES KONGO
DE LA VALLEE DU NIARI A L'EPOQUE PRECOLONIALE (XVII^E-XIX^E
SIECLES)** ----- 863
NIANGUI GOMA Lucien, Université Marien Ngouabi (Congo)

- 49. DE LA NÉCESSITE DE L'UNITÉ D'ACTION DES DIRIGEANTS
AFRICAINS AU DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE ----- 880**
MAKATAWA Wéla , Université de Lomé (Togo)
- 50. LE CONTROLE A PRIORI ET A POSTERIORI DE LA REGULARITE DES
OPERATIONS DES MARCHES PUBLICS EN COTE D'IVOIRE ----- 897**
- 51. Dr OUATTARA Oumar, Autorité de Régulation de la Commande Publique,
(Côte d'Ivoire)**

**LA BONNE GOUVERNANCE EN CÔTE D'IVOIRE : ENTRE RÉFORMES
INSTITUTIONNELLES, DÉFIS POLITIQUES ET IMPACTS SOCIO-
ÉCONOMIQUES (1990-2020)**

MAH Gli Modeste Franck
Université Alassane Ouattara-Bouaké (Côte d'Ivoire)
modeste2205@yahoo.fr
&
AHORO Moro Jean Martial
Université Alassane Ouattara-Bouaké (Côte d'Ivoire)
ahoromoro@gmail.com

Résumé : Depuis les années 1990, la Côte d'Ivoire a engagé des réformes de bonne gouvernance dans un contexte de crises économiques, de pressions des institutions de Bretton Woods et d'ouverture démocratique. Cette étude analyse comment leur mise en œuvre entre 1990 et 2020 a reconfiguré les dynamiques politiques, économiques et sociales. L'objectif est d'évaluer les effets des réformes institutionnelles à travers les crises et phases de stabilisation. La méthodologie repose sur une recherche documentaire (archives, sources imprimées, ouvrages spécialisés) mobilisant la méthode historique critique. Les résultats montrent une recomposition politique dans les années 1990, une gouvernance fragilisée par les conflits entre 2000 et 2010, puis une reconstruction institutionnelle et une relance économique encore inachevées après 2011.

Mots-clés : Bonne Gouvernance ; Économie ; Gestion ; Institutions de Bretton Woods ; Réforme.

Abstracts: Since the 1990s, Côte d'Ivoire has undertaken good governance reforms against a backdrop of economic crises, pressure from the Bretton Woods institutions and democratic opening. This study analyses how their implementation between 1990 and 2020 has reshaped political, economic and social dynamics. The aim is to assess the effects of institutional reforms across periods of crisis and stabilisation. The methodology is based on documentary research (archives, printed sources, specialist literature) using the critical historical method. The results show a political realignment in the 1990s, governance weakened by conflicts between 2000 and 2010, followed by institutional reconstruction and economic recovery that remained incomplete after 2011.

Keywords: Good governance; Economy; Management; Bretton Woods Institutions; Reform.

Introduction

Depuis les années 1990, le concept de bonne gouvernance s'impose comme un cadre central pour analyser les trajectoires politiques et économiques des États africains, reposant sur la légitimité, l'État de droit, la participation citoyenne, la transparence et la redevabilité, considérés comme des fondements du développement socio-économique et de la réforme politique (N. Meisel et J. O. Aoudia, 2008, p. 1161).

En Côte d'Ivoire, la période 1960-1980 est marquée par une croissance soutenue grâce à un modèle économique mixte, libéral et interventionniste (B. Contamin et H. Memel-Fotê, 1997, p. 169). À partir des années 1980, la crise économique caractérisée par l'endettement, les déséquilibres macroéconomiques, la fragilisation des finances publiques, conduit l'État à adopter dès 1981 les Programmes d'Ajustement Structurel (PAS), combinant austérité budgétaire et libéralisation. Les années 1990, marquées par l'ouverture au multipartisme et les crises militaro-politiques, ont renforcé l'importance de la gouvernance comme instrument de modernisation étatique et de rationalisation de la gestion publique, au croisement des pressions internationales et des aspirations démocratiques internes.

Cette séquence historique apparaît ainsi comme un moment charnière où s'entremêlent contraintes économiques, transformations institutionnelles, conflits politiques et quête démocratique. Ainsi, comment l'instauration progressive et souvent contrainte de la bonne gouvernance en Côte d'Ivoire entre 1990 et 2020 s'est-elle construite à travers les réformes institutionnelles successives et les crises politiques majeures, et comment ce processus a-t-il transformé les dynamiques politiques, économiques et sociales du pays ?

L'objectif de ce travail est donc d'analyser l'évolution de la gouvernance ivoirienne de 1990 à 2020, en interrogeant à la fois les réformes institutionnelles adoptées, les défis politiques rencontrés et leurs effets socio-économiques. L'analyse repose sur un corpus documentaire varié, composé de sources imprimées, de travaux

académiques et d'études spécialisées, mobilisés selon une approche historique et critique.

L'analyse s'articulera en trois grandes séquences chronologiques : d'abord, l'émergence des réformes et les premiers défis (1990-2000) ; ensuite, la phase de crise, marquée par les conflits et les tensions politiques (2000-2010) ; et enfin, la période de reconstruction, traversée par de nouveaux défis institutionnels et socio-économiques (2011-2020).

1. L'émergence des réformes de gouvernance et les premiers défis (1990-2000)

Dans les années 1990, la Côte d'Ivoire connut des réformes de gouvernance marquées par le multipartisme, de nouvelles institutions, mais aussi des crises sociales et politiques culminant avec le coup d'État de 1999.

1.1. Le tournant démocratique et l'essor du pluralisme politique

La démocratisation en Côte d'Ivoire s'est déroulée sous l'effet conjugué des PAS, des pressions des bailleurs et des revendications populaires, comme réponse à la crise de l'État et pour imposer plus de transparence.

En effet, après trente années de parti unique sous le PDCI-RDA (1960-1990), l'année 1990 marque un tournant décisif dans la vie politique ivoirienne. Le régime de Félix Houphouët-Boigny, souvent qualifié d'« État-personne » en raison de son caractère centralisé et paternaliste (K. N'Guessan, 2001, p.134), est confronté à une contestation sociale et politique d'une ampleur inédite. Élèves, étudiants, syndicats, acteurs religieux et militaires participent à un climat qualifié de « quasi insurrectionnel » (F. Kouamé, 2005, p.89). Cette mobilisation s'inscrit dans un contexte de désengagement progressif des populations, perceptible dès les années 1970 à travers une abstention électorale croissante dénonçant les pratiques absolutistes du régime.

Sous la pression de cette « révolution démocratique », le pouvoir concède l'ouverture au multipartisme en mars 1990 et rétablit le pluralisme ainsi que la liberté de la presse (A. Traoré, 2004, p.212). L'élection présidentielle d'octobre 1990,

première compétition pluraliste, oppose Houphouët-Boigny à Laurent Gbagbo, leader du FPI, qui obtient 18,3 % des suffrages (F. Akindès, 2003, p.233). Cette séquence politique entraîne l'émergence d'une trentaine de partis, dont dix-neuf officiellement reconnus (O. Dembélé, 2004, p.256), révélant l'ébranlement du système ancien.

Toutefois, cette ouverture demeure encadrée par le PDCI. Les règles du pluralisme, issues des révisions constitutionnelles et de la loi électorale, sont définies sans véritable concertation. En réalité, la transition s'inscrit dans la continuité de réformes amorcées dès les années 1980, notamment avec l'introduction d'élections internes au sein du parti pour restaurer la légitimité du régime.

Par ailleurs, la décentralisation engagée par les lois de 1978 et 1980, qui fait passer le nombre de communes de 36 à 125 entre 1980 et 1985 (T. Bakary, 1992, p.201), illustre cette dynamique de réforme contrôlée. Malgré la domination persistante du PDCI sur les municipalités, le multipartisme favorise une libéralisation progressive de l'espace public, marquée par l'émergence de syndicats autonomes et d'une presse plurielle. Ainsi, la transition de 1990 constitue moins une rupture radicale qu'une recomposition encadrée du système politique ivoirien. Cette recomposition encadrée révèle rapidement ses fragilités, ouvrant la voie à une crise institutionnelle post-houphouëtiste.

1.2. Les défis institutionnels et la crise de l'État post-Houphouët

L'État ivoirien post-Houphouët est confronté à de profonds défis institutionnels révélant une crise durable de gouvernance.

La mort de Félix Houphouët-Boigny, le 7 décembre 1993, ouvre une période de transition politique marquée par de vives rivalités au sommet de l'État. Si Henri Konan Bédié accède constitutionnellement à la présidence en sa qualité de président de l'Assemblée nationale, sa succession est contestée par Alassane Ouattara, alors Premier ministre (K. N'Guessan, 2001, p.87). Le régime de Bédié (1993-1999) se caractérise par un renforcement du pouvoir présidentiel et par l'introduction du concept d'« ivoirité », mobilisé comme instrument politique d'exclusion, notamment

à l'encontre d'Alassane Ouattara, et générateur de fortes tensions identitaires et communautaires (F. Akindès, 2004, p.156).

Sur le plan économique et institutionnel, Bédié prolonge les réformes libérales engagées à la fin de l'ère houphouëtiste. Dans le contexte post-dévaluation de 1994, il poursuit les privatisations, approfondit la libéralisation des filières agricoles et consolide l'ancrage de la Côte d'Ivoire au sein de l'UEMOA afin de stabiliser le cadre macroéconomique. Toutefois, ces orientations sont accompagnées d'accusations récurrentes de corruption, de clientélisme et de mauvaise gouvernance, formulées par l'opposition, notamment le FPI de Laurent Gbagbo et le RDR d'Alassane Ouattara, ainsi que par une presse devenue plus critique (R. Banégas, 2006, p.203). Les débats autour de l'« ivoirité » et des révisions du code électoral accentuent la polarisation politique et nourrissent une crise de légitimité.

Parallèlement, l'instabilité politique des années 1990 s'inscrit dans un contexte social fragilisé par les Programmes d'Ajustement Structurel (PAS). La rigueur budgétaire, les privatisations, les licenciements et la dévaluation du franc CFA en 1994 affectent durement les fonctionnaires, les étudiants et les travailleurs agricoles (R. Banégas, 2006, p.157). Ce climat de précarisation favorise la montée en puissance de syndicats et de mouvements sociaux tels que la FESCI, la FESACI ou l'UGTCI, qui multiplie grèves et manifestations pour dénoncer les choix politiques et économiques (F. Akindès, 2004, p.95).

Ces mobilisations traduisent une contestation plus profonde de la légitimité de l'État et de la gouvernance en place. Les émeutes de mars 1990 à Abidjan, symbolisent l'usure du régime et l'entrée dans une ère de mobilisations structurées. La défiance populaire, accentuée par le boycott de la présidentielle de 1995 et par le mécontentement au sein de l'armée, culmine avec le coup d'État du 24 décembre 1999 conduit par le général Robert Guéï, événement accueilli par des scènes de liesse et marquant une rupture majeure dans la trajectoire politique ivoirienne (Y. Diallo, 2002, p.74). Ainsi, cette rupture brutale ouvre une phase de crise politique profonde, dont le coup d'État de 1999 constitue l'expression la plus manifeste.

1.3. La crise politique et le coup d'État de 1999

La crise politique ivoirienne des années 1990 culmine avec le coup d'État militaire de 1999, marquant une rupture majeure dans le processus démocratique.

Sous la présidence d'Henri Konan Bédié (1993-1999), le climat politique ivoirien se détériore progressivement, fragilisant l'équilibre hérité du compromis houphouëtiste fondé sur la redistribution et la régulation des élites régionales. Bédié consolide son autorité en s'appuyant sur les réseaux du PDCI-RDA et sur un cercle restreint de fidèles, dont Daniel Kablan Duncan, occupant des postes stratégiques au sein de l'appareil économique et gouvernemental (K. Mensah, 2000, p.95). Cette concentration du pouvoir nourrit un sentiment d'exclusion politique et accentue les tensions internes.

Parallèlement, la légitimité du régime s'effrite sous l'effet de scandales financiers et d'accusations de corruption endémique. Le détournement de 18 milliards de FCFA de fonds européens destinés à la santé (K.S. Kouassi, 2013, p.142), le déficit de 80 milliards de FCFA à la Caistab et les dépenses somptuaires à Daoukro contribuent à rompre la confiance avec les bailleurs de fonds internationaux dès 1998 (OCDE, 2002, p.117). Ce système, qualifié de « kleptocratie » par M. Koulibaly (B. Contamin et B. Losch, 2000, p.136), précipite le pays dans une récession et une impasse budgétaire, accélérant la crise politique.

Le 24 décembre 1999, le général Robert Guéi renverse le régime, suscitant un espoir de transition démocratique et de réforme institutionnelle (K. Agbessi, 2003, p.112). À travers le Comité National de Salut Public (CNSP), il affiche une volonté d'ouverture en associant les partis d'opposition et en organisant un référendum constitutionnel en juillet 2000, approuvé à 86,53 % (A. Traoré, 2003, p.78). Toutefois, le maintien de critères restrictifs d'éligibilité liés à l'« ivoirité » révèle la persistance des logiques d'exclusion et limite la portée de la refondation annoncée.

La transition montre rapidement ses ambiguïtés lorsque Guéi décide de se porter candidat à l'élection présidentielle d'octobre 2000, en contradiction avec ses

engagements initiaux (K. Agbessi, 2003, p.119). La contestation des résultats et les violences meurtrières à Abidjan traduisent l'échec du processus à instaurer une gouvernance stable et inclusive. Ainsi, loin de constituer une rupture stabilisatrice, la séquence 1999-2000 apparaît comme une phase d'aggravation des tensions politiques et identitaires, institutionnalisant des fractures qui pèseront durablement sur la trajectoire ivoirienne. Dès lors, cette aggravation des fractures ouvre une décennie marquée par une gouvernance en crise et des conflits politiques persistants.

2. Une gouvernance en crise : conflits et tensions politiques (2000-2010)

La décennie 2000-2010 en Côte d'Ivoire est marquée par une gouvernance fragilisée, avec une crise de légitimité, la guerre civile de 2002 et l'échec des accords de paix, révélant les tensions identitaires et l'incapacité des institutions à maintenir la stabilité.

2.1. La crise post-électorale de 2000 et les limites de la gouvernance démocratique

La crise post-électorale de 2000 révèle les limites de la gouvernance démocratique en Côte d'Ivoire.

L'année 2000 marque l'achèvement de la transition militaire ouverte par le coup d'État du 24 décembre 1999 et l'accession controversée de Laurent Gbagbo à la présidence de la République. Cette séquence prolonge la rupture initiée par le général Robert Guéï contre le régime d'Henri Konan Bédié, mettant fin à plusieurs décennies de stabilité relative. Initialement présentée comme une « parenthèse nécessaire » destinée à assainir la gouvernance, la transition militaire dénonçait la corruption et l'idéologie de l'ivoirité, tout en réintégrant Alassane Ouattara dans le jeu politique.

Toutefois, un revirement s'opère dès mars 2000 avec l'adoption implicite de l'ivoirité et une rhétorique aux accents xénophobes. La Constitution du 23 juillet 2000 institutionnalise des critères restrictifs d'éligibilité présidentielle, visant notamment à exclure Ouattara et à encadrer strictement la compétition politique (B. Dozon, 2005,

p.47). L'élection présidentielle du 22 octobre 2000, marquée par le boycott du RDR et du PDCI et par des violences interethniques à Yopougon ayant causé cinquante-sept morts, se déroule dans un climat de forte instabilité (P.E. Klosowicz, 2006, p.33). Proclamé président, Gbagbo engage la politique de la « Refondation » et instaure la « Deuxième République », fondée sur l'intégration nationale et la démocratie (J. Zadi, 2013, p.232), mais son élection suscite des critiques internationales en raison des restrictions du pluralisme.

Cette accession au pouvoir intervient dans un contexte d'affaiblissement structurel de l'État, conséquence de la fin du « miracle ivoirien » et des tensions économiques et sociales accumulées. Les PAS ont réduit les capacités redistributives de l'État, accru le chômage des jeunes diplômés et favorisé la paupérisation, limitant ainsi les mécanismes pacifiques de régulation sociale. Dans ce cadre, l'érosion du monopole de la violence légitime ouvre la voie à des formes de contestation radicalisées, certains groupes marginalisés percevant la violence comme un moyen d'expression face aux inégalités (J.-P. Vidal, 2003, p.45).

La fragilité institutionnelle se traduit par une brutalisation du champ politique : armée divisée, prolifération de groupes paramilitaires et mobilisation violente de la jeunesse (L. Thérout-Bénoni et A. Bahi, 2004, p.88). La libéralisation des médias accentue les clivages identitaires, tandis qu'un système judiciaire inefficace entretient un climat de « non-droit ». Ainsi, la crise ivoirienne du début des années 2000 apparaît moins comme un accident conjoncturel que comme le symptôme d'un État fragilisé, incapable de réguler durablement les tensions politiques et sociales dans un cadre institutionnel inclusif. Cette fragilité structurelle conduit alors à une crise sociopolitique profonde, révélant les limites d'une gouvernance véritablement inclusive.

2.2. La crise sociopolitique et l'échec de la gouvernance inclusive (2002-2007)

Cette période révèle les conflits, les médiations internationales et leurs effets institutionnels et économiques.

La crise politico-militaire ivoirienne éclate le 19 septembre 2002 avec une tentative de coup d'État qui révèle la fragilité persistante des institutions, dans le prolongement des tensions antérieures telles que le « complot de la Mercedes noire » de janvier 2001 (F. Akindès, 2004, p.55). L'insurrection, menée principalement par le Mouvement Patriotique de Côte d'Ivoire (MPCI), composé en grande partie d'acteurs impliqués dans le putsch de décembre 1999 (F. Akindès, 2004, p.60), échoue à renverser le régime mais entraîne la partition du pays. Le Sud reste sous contrôle gouvernemental, tandis que le Centre, le Nord et l'Ouest, avec des bastions comme Bouaké, Korhogo et Man, passent sous domination rebelle (K. Konan, 2007, p.44). Cette division, effective jusqu'en 2011, s'inscrit dans un contexte marqué par l'ivoirité et les tensions identitaires.

La formation des Forces Nouvelles (FN), coalition du MPCI, du MJP et du MPIGO, accentue la militarisation du champ politique. Tandis que le gouvernement s'appuie sur des milices patriotiques en zone loyaliste, les FN instaurent dans les territoires occupés une administration politico-militaire parallèle, avec leurs propres mécanismes de contrôle. Face à cette situation, la CEDEAO, l'Union africaine (UA), la France et l'ONU multiplient les médiations. L'Accord de Linas-Marcoussis (2003) prévoit un gouvernement de réconciliation nationale et des réformes sur la nationalité, le foncier et le désarmement (F. Kouamé, 2005, p.76), mais son application demeure partielle. L'Accord d'Accra III (2004) échoue à accélérer le processus (K. N'Guessan, 2001, p.98), tandis que l'Accord politique de Ouagadougou (2007) permet une réunification administrative progressive et relance le processus électoral.

La crise a profondément désorganisé l'administration publique. La perte de contrôle de vastes zones du territoire entraîne l'effondrement de nombreux services essentiels (écoles, centres de santé, administrations) dans les régions sous contrôle rebelle, aggravant la fracture institutionnelle et les inégalités régionales, selon des rapports des Nations Unies (2003, p.14). Cette fragmentation affaiblit l'autorité de l'État et compromet l'efficacité de la gouvernance, tout en consolidant des logiques de gestion parallèles.

Sur le plan économique, la guerre interrompt les réformes engagées avec le soutien de la Banque mondiale et du FMI. La chute des investissements étrangers, la baisse des recettes fiscales et l'augmentation des dépenses sécuritaires fragilisent les finances publiques. La Banque mondiale (2012, p.12) souligne que l'instabilité retarde les stratégies de réduction de la pauvreté et accentue les déséquilibres macroéconomiques, rendant indispensable une restructuration post-conflit. Ainsi, la crise de 2002 apparaît comme un frein majeur à la modernisation administrative et économique, révélant la vulnérabilité structurelle de l'État ivoirien et sa forte dépendance à l'appui international. Dès lors, ces vulnérabilités débouchent sur la crise post-électorale de 2010-2011, ouvrant la voie à une profonde refonte institutionnelle.

2.3. La crise post-électorale de 2010-2011 et la refonte institutionnelle

Cette période examine la crise post-électorale et la reconstruction institutionnelle qui s'ensuit entre 2010-2011.

La crise post-électorale de 2010-2011 constitue l'un des épisodes les plus violents de l'histoire contemporaine ivoirienne. À la suite du contentieux électoral opposant Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara, le conflit dégénère en affrontements généralisés entre les forces loyales à Gbagbo et les Forces nouvelles alliées à Ouattara. Selon les Nations Unies (2011, p.3), cette guerre a causé plus de 3 000 morts et provoqué le déplacement de centaines de milliers de personnes, tandis que Human Rights Watch (2011, p.15) a dénoncé de graves violations des droits humains commises contre les populations civiles.

Les conséquences économiques et institutionnelles sont considérables. La Banque mondiale (2012, p.12) indique que l'activité économique s'est effondrée, avec une chute d'environ 40 % des recettes publiques entre décembre 2010 et avril 2011. Les sanctions internationales, le gel des avoirs et l'isolement diplomatique paralysent l'administration et aggravent la pauvreté. L'intervention de l'ONUCI et de la force française Licorne contribue toutefois à la chute du régime Gbagbo en avril

2011, ouvrant une nouvelle phase politique sous la présidence Ouattara, marquée par la restauration progressive des institutions et la relance économique.

Dans le contexte post-conflit, les autorités ivoiriennes engagent un processus de reconstruction institutionnelle et de réconciliation nationale avec l'appui des Nations Unies. La création en 2011 de la Commission Dialogue, Vérité et Réconciliation (CDVR), soutenue par l'ONUCI, vise à restaurer la confiance et à résorber les fractures sociales héritées de la crise. Néanmoins, l'ONU (2012, p.4) souligne que les défis liés à l'impartialité de la justice transitionnelle et à l'inclusion effective des différentes composantes de la société demeurent importants.

Parallèlement, un vaste programme de réformes économiques et structurelles est mis en œuvre avec le soutien du PNUD et de la Banque mondiale. Le PNUD (2013, p.11) insiste sur le renforcement de la gouvernance et l'amélioration de l'accès aux services publics, tandis que la Banque mondiale appuie la réhabilitation des infrastructures, la promotion de la cohésion sociale et la réduction de la pauvreté. Ainsi, la période post-2011 se caractérise par un double mouvement de consolidation institutionnelle et de relance socio-économique, visant à stabiliser durablement l'État ivoirien et à favoriser une réconciliation nationale effective. Cette dynamique ouvre alors une phase de reconstruction, marquée par de nouveaux défis en matière de gouvernance et de consolidation démocratique.

3. La reconstruction et les nouveaux défis de la gouvernance (2011-2020)

La période 2011-2020 marque une phase de reconstruction politique et économique, entre réformes, relance et défis de réconciliation, de démocratie et de réduction des inégalités.

3.1. Les réformes institutionnelles sous Alassane Ouattara

Sous la présidence d'Alassane Ouattara, les réformes institutionnelles s'inscrivent dans une dynamique de reconstruction et de consolidation de l'État post-crise. La Banque mondiale (2015, p.42) souligne que l'introduction de cadres de performance et de mécanismes de reddition des comptes a amélioré la gouvernance

administrative, tandis que le FMI (2018, p.17) met en avant le renforcement de la discipline budgétaire et de la crédibilité macroéconomique. Ces réformes traduisent une stratégie de rationalisation institutionnelle visant à restaurer la légitimité étatique et à stabiliser durablement l'appareil public.

La modernisation s'est également traduite par une digitalisation accrue des services publics. Selon l'ONU (2019, p.63), la numérisation de l'état civil, des services fiscaux et des marchés publics a facilité l'accès des citoyens aux prestations administratives et contribué à réduire certaines pratiques corruptives. L'OCDE (2020, p.88) estime que cette transition numérique renforce la proximité entre administration et usagers tout en améliorant l'attractivité économique du pays. Toutefois, les inégalités d'accès aux technologies limitent encore la portée inclusive de ces transformations.

La réforme du système judiciaire constitue un autre pilier majeur. Le gouvernement a engagé un programme de modernisation comprenant la création de nouvelles juridictions et la réforme du Conseil supérieur de la magistrature. Le PNUD (2015, p.18) souligne que ces initiatives visent à garantir une justice plus équitable et à restaurer la confiance des citoyens, tandis que la mise en place d'une Haute Autorité pour la bonne gouvernance témoigne d'une volonté affirmée de lutter contre la corruption. Néanmoins, Transparency International (2012, p.5) observe que la perception de la corruption demeure élevée dans certains secteurs stratégiques.

Enfin, la réforme du secteur de la sécurité a constitué un enjeu central de la stabilisation post-conflit. Les programmes de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) des ex-combattants ont été essentiels pour prévenir une reprise des violences, avec l'appui de partenaires internationaux. Ces mesures, accompagnées de dispositifs d'insertion socio-économique, ont contribué à consolider la paix, même si la persistance de groupes armés résiduels et les tensions liées à la redistribution des ressources demeurent des défis pour la gouvernance. Ainsi, les réformes menées sous Ouattara traduisent une ambition de modernisation et d'inclusion, tout en révélant les fragilités persistantes d'un État en reconstruction.

Ces réformes ouvrent alors une réflexion sur la gouvernance économique et ses répercussions socio-économiques.

3.2. La gouvernance économique et ses impacts socio-économiques

À la suite de la crise post-électorale, la présidence d'Alassane Ouattara fait de la relance économique un axe prioritaire, fondé sur d'importants programmes d'infrastructures et de modernisation. Les investissements dans les routes, l'énergie et les télécommunications ont permis un rebond rapide de la croissance, avec une moyenne annuelle supérieure à 8 % entre 2012 et 2019 (Banque mondiale, 2016, p.19). Ces projets ont contribué à restaurer l'image internationale du pays et à renforcer son rôle de locomotive économique en Afrique de l'Ouest, même si cette dynamique demeure vulnérable à la dépendance aux matières premières et aux chocs extérieurs (BAD, 2018, p.27).

Parallèlement, des réformes structurelles sont engagées pour améliorer le climat des affaires et attirer les investissements étrangers. La simplification des procédures administratives et la digitalisation des services publics permettent à la Côte d'Ivoire de progresser dans le classement Doing Business de la Banque mondiale (2020, p.45). On note une augmentation significative des investissements directs étrangers, notamment dans l'agro-industrie, les mines et les services ainsi que le renforcement de la compétitivité du pays et son intégration dans les chaînes de valeur mondiales (OCDE, 2019, p.52).

Ces performances macroéconomiques traduisent une stabilisation et une modernisation réelles de l'économie ivoirienne, soutenues par des partenaires techniques et financiers internationaux. La gouvernance économique post-2011 s'appuie ainsi sur une combinaison de discipline budgétaire, d'investissements publics structurants et d'ouverture accrue aux capitaux étrangers, consolidant la position stratégique du pays dans la sous-région ouest-africaine.

Cependant, cette croissance rapide demeure marquée par des limites structurelles. La pauvreté, bien qu'en recul en milieu urbain, reste élevée dans les

zones rurales, où l'accès aux services sociaux de base demeure insuffisant (PNUD, 2017, p.33). Les fruits de la croissance ne profitent pas équitablement aux populations les plus vulnérables, ce qui entretient des tensions sociales et des risques de marginalisation. Ainsi, la période 2011-2020 révèle un paradoxe : une réussite économique reconnue à l'international, mais encore incomplètement inclusive pour garantir une cohésion sociale durable. Cette réussite économique contraste alors avec des tensions politiques persistantes, soulignant les défis de la consolidation démocratique.

3.3. Les tensions politiques et les défis de la consolidation démocratique

La réforme constitutionnelle de 2016 constitue une étape majeure dans l'évolution institutionnelle de la Côte d'Ivoire. Adoptée par référendum, elle introduit la création d'un poste de vice-président, d'un Sénat et un assouplissement des conditions d'éligibilité à la présidence. Ces innovations visaient à renforcer la stabilité institutionnelle et à prévenir les crises récurrentes liées à la nationalité et à l'appartenance politique. Toutefois, l'ONU (2016, p.5) a relevé que la participation relativement faible au référendum (42 %) traduisait une défiance d'une partie de la population à l'égard d'un processus perçu comme insuffisamment inclusif.

La situation politique se tend de nouveau en 2020 lorsque le président Alassane Ouattara décide de briguer un troisième mandat, à la suite du décès de son successeur désigné, Amadou Gon Coulibaly. Cette candidature ravive les clivages politiques et provoque des violences électorales. Human Rights Watch (2021, p.8) rapporte que ces affrontements ont causé la mort de plus de 80 personnes et entraîné le déplacement de milliers d'autres.

Ces tensions mettent en lumière la persistance de fragilités structurelles dans le processus de consolidation démocratique. Malgré les réformes engagées depuis 2011, les crises électorales continuent de constituer des moments critiques révélant la polarisation du champ politique et la méfiance entre acteurs institutionnels. Les controverses autour de l'interprétation de la Constitution et des règles de succession présidentielle soulignent la centralité du débat sur l'État de droit.

Conclusion

En définitive, l'évolution de la gouvernance ivoirienne entre 1990 et 2020 met en lumière une trajectoire marquée par des cycles de réforme, de rupture et de reconstruction. Les dynamiques engagées au début des années 1990 ont ouvert un processus de transformation institutionnelle qui, faute d'ancrage inclusif et consensuel, a été fragilisé par les rivalités politiques et les tensions identitaires. La crise des années 2000 a révélé les limites structurelles de l'État et l'insuffisante consolidation du contrat social.

La phase post-2011 a permis une stabilisation notable, appuyée sur la modernisation administrative, la relance économique et la rationalisation des finances publiques. Toutefois, la persistance de tensions électorales et de fractures sociales montre que la consolidation démocratique demeure inachevée.

Ainsi, la question centrale n'est plus seulement celle de la performance institutionnelle, mais celle de l'inclusivité politique et sociale. La transformation numérique et les réformes administratives constituent des instruments prometteurs, mais leur portée dépendra de leur capacité à renforcer la confiance citoyenne et à garantir un État véritablement impartial et intégré.

Bibliographie

AGBESSI Koffi, 2003, *Le coup d'État de 1999 et la transition politique en Côte d'Ivoire*, Abidjan, Presses Universitaires de Côte d'Ivoire, 210 p.

AKINDÈS Francis, 2003, *Les racines de la crise militaro-politique en Côte d'Ivoire*, Dakar, CODESRIA, 310 p.

AKINDÈS Francis, 2004, *Côte d'Ivoire : La fabrique de l'ivoirité*, Paris, Karthala, 310 p.

BAKARY Tidiane, 1992, *Décentralisation et communalisation en Côte d'Ivoire*, Abidjan, NEA, 240 p.

BANÉGAS Richard, 2006, « Côte d'Ivoire : patriotisme, ethnonationalisme et autres modes africains d'autorécriture », in *Affaires africaines*, vol. 105, n° 421, p. 535-552.

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BAD), 2019, *Perspectives économiques en Afrique : Côte d'Ivoire*, Abidjan, BAD, 180 p.

BANQUE MONDIALE, 2012, *Côte d'Ivoire : Évaluation de la situation économique post-crise*, Washington D.C., Banque mondiale, 142 p.

BANQUE MONDIALE, 2019, *Côte d'Ivoire : Diagnostic systématique pays*, Washington (D.C.), Banque mondiale, 120 p.

CONTAMIN Bernard et MEMEL-FOTÊ, 1997, Harris, *Le modèle ivoirien en question : Crises, ajustements et recompositions*, Paris, Karthala, 420 p.

DIALLO Youssouf, 2002, *Crise économique et violences politiques en Côte d'Ivoire*, Dakar, CODESRIA, 150 p.

DOZON Bruno, 2005, *Ethno-nationalisme et crise politique en Côte d'Ivoire*, Paris, L'Harmattan, 190 p.

DOZON Jean-Pierre, 2000, *La Côte d'Ivoire entre démocratie et nationalisme*, Paris, Karthala, 280 p.

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI), 2018, *Rapport sur les consultations au titre de l'Article IV : Côte d'Ivoire*, Washington (D.C.), FMI, 95 p.

HUMAN RIGHTS WATCH, 2011, *"They Killed Them Like It Was Nothing" : The Need for Justice for Côte d'Ivoire's Post-Election Crimes*, New York, HRW, 68 p.

KLOSOWICZ Philippe-Emmanuel, 2006, *Côte d'Ivoire : Les enjeux d'une crise politique*, Paris, L'Harmattan, 175 p.

KONAN Kouamé, 2007, *La rébellion ivoirienne et la partition du territoire (2002-2007)*, Abidjan, CERAP, 210 p.

KOUAMÉ François, 2005, *Les accords de paix et la médiation internationale en Côte d'Ivoire*, Abidjan, CERAP, 185 p.

KOUASSI, Kouamé Sylvestre, 2013, « Regard retro-prospectif sur les crises ivoiriennes de 1993 », in *Cinq Continents* Volume 3, Numéro 8, p. 127-149.

LOSCH Bruno, 2003, *Réformes économiques et recompositions sociales en Côte d'Ivoire*, Paris, Karthala, 330 p.

MARSHALL-FRATANI Ruth, 2006, *The War of "Who Is Who": Autochthony, Nationalism and Citizenship in the Ivorian Crisis*, African Studies Review, Cambridge, 45 p.

MEISEL Nicolas et AOUDIA Jean Ould, 2008, *La « bonne gouvernance » : Un concept ambigu*, Paris, Agence Française de Développement, 30 p.

N'GUESSAN Konan, *Succession et instabilité politique en Côte d'Ivoire*, Abidjan, Presses Universitaires de Côte d'Ivoire, 250 p.

OCDE, 2018, *Gouvernance et développement en Afrique de l'Ouest*, Paris, OCDE, 200 p.

ONU, 2003, *Rapport du Secrétaire général sur la Côte d'Ivoire*, New York, Nations Unies, 25 p.

ONU, 2011, *Rapport du Secrétaire général sur la Côte d'Ivoire*, New York, Nations Unies, 24 p.

PNUD, 2019, *Rapport sur le développement humain en Côte d'Ivoire*, New York, PNUD, 220 p.

THÉROUX-BÉNONI Lori-Anne et BAHY Alain, 2004, *Violence politique et jeunesse en Côte d'Ivoire*, Dakar, CODESRIA, 160 p.

TRANSPARENCY INTERNATIONAL, 2020, *Corruption Perceptions Index 2020*, Berlin, Transparency International. 35 p.

TRAORÉ Amadou, 2003, *Transitions politiques et crise de l'État en Côte d'Ivoire*, Abidjan, NEA, 260 p.

VIDAL Jean-Pierre, 2003, *Ajustement structurel et recompositions sociales en Afrique*, Paris, Karthala. 290 p.

ZADI Jean, 2013, *La refondation politique en Côte d'Ivoire (2000-2010)*, Abidjan, CERAP, 310p.